

Section I - Avis d'appel public à candidature de marché public

Objet : Maintenance des installations de sécurité incendie au profit de la SONEB

AAPCMP N° 038 /18/SONEB/DG/PRMP/CCMP/DAAG/DLA/SAP

1. La Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) a prévu dans son budget des crédits et a l'intention d'en utiliser une partie pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à la maintenance de sécurité incendie à son profit
2. La Société Nationale des Eaux du Bénin sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour la maintenance de sécurité incendie à son profit. Ces prestations sont à exécuter au siège de la Direction Générale, au Magasin Central, à l'Agence Gbégamey, la Direction Départementale de l'Atlantique Littoral, à l'Atelier Central et au Garage Central.

La durée d'exécution des prestations est d'un an renouvelable une seule fois dans les conditions fixées à l'article 44 du code des marchés publics.

3. La présente Demande de Renseignements et de Prix porte sur les installations des sites ci-après :
 - Siège de la Direction Générale ;
 - Magasin Central ;
 - Siège de la Direction Départementale de l'Atlantique/Littoral ;
 - l'Atelier Central ;
 - Garage Central.

BON A LANCER

4. Les exigences en matière de qualification sont :

Capacité technique et expérience

- Avoir exécuté au moins deux (02) marchés similaires, portant sur la maintenance des installations de sécurité incendie ;

Le candidat doit documenter distinctement ces marchés. L'original ou la photocopie légalisée de l'attestation de bonne fin de prestation similaire ou de procès-verbal de réception des marchés similaires doivent être joints.

Les entreprises naissantes devront fournir la liste des qualifications et des références professionnelles du personnel à utiliser dans le cadre de la réalisation du marché. L'entreprise doit disposer au sein de son personnel au moins un Technicien Supérieur (BAC+3) en électrotechnique, électronique ou électricité, justifiant d'une expérience professionnelle de 3 ans en matière d'installations dans le domaine du courant faible, idéalement la sécurité incendie (diplôme + cv).

Capacité financière

- Avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen au cours des trois (03) dernières années au moins égal à 1,5 fois le montant de l'offre.

Le candidat devra joindre les états financiers des années 2015, 2016 et 2017 comme exigé dans l'annexe du présent dossier.

- Les entreprises naissantes devront fournir leur bilan d'ouverture et celles ayant moins de trois ans d'existence fourniront les états financiers de leurs années d'existence et une attestation de capacité financière délivrée par une banque ou organisme financier agréé en République du Bénin certifiant que le soumissionnaire dispose de ressources sur fonds propres ou peut bénéficier de crédits bancaires pour l'exécution du marché.

Voir le document d'Avis d'appel public à candidature de marché public pour les informations détaillées.

BON A LANCER

5. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-après : Personne Responsable des Marchés Publics de la SONEB 1er étage de la Direction Générale de la SONEB bureau 112 bis au plus tard le 11 JAN. 2019 à 09 heures 30 minutes.

Les offres qui ne parviendront pas aux heure et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés, sans être ouvertes.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents à l'adresse ci-après 3^{ème} étage de la Direction Générale de la SONEB, 92 av, du Pape Jean-Paul II, 01 BP 216 Cotonou, Bureau N°311, le 11 JAN. 2019 à 10 heures.

6. Les offres doivent être valides pendant une période de trente (30) jours au maximum à compter de la date limite de dépôt des offres.
7. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de cent mille (200.000) Francs CFA délivrée par une institution bancaire ou un organisme financier habilité.

Cotonou, le 19 DEC 2018

La Personne Responsable des Marchés Publics


Camille G. DANSOU